

chercher à trouver un terrain d'entente entre les deux parties. Une délégation canadienne se rendra dans les pays d'Asie et d'Amérique latine en octobre, afin de chercher un accord sur l'ordre du jour qui pourrait permettre au monde de faire un pas en avant.

Nous avons aussi le choix, en ce qui a trait à l'Afrique du Sud, entre les moyens à notre disposition pour mettre un terme à l'apartheid. Nous avons imposé des sanctions économiques, par exemple nous avons cessé d'appliquer les polices d'assurances globales en matière d'exportations, nous avons arrêté les subventions données dans le cadre du PDME, et nous avons dénoncé le traité que nous avons signé avec l'Afrique du Sud sur la double imposition. Mais nous avons également reconnu que notre appartenance au Commonwealth et la position que nous y occupons constituent pour nous un atout particulier. De toutes les institutions du monde, le Commonwealth est celle qui peut, pratiquement plus que toute autre, influencer sur le cours des événements en Afrique du Sud. Et le Canada jouit d'une plus grande influence dans le Commonwealth que dans nombre d'autres organismes. Voilà donc qui constitue un des importants défis de la politique étrangère du Canada, à savoir reconnaître nos points forts et en faire le meilleur usage possible.

Nous avons été façonnés par nos traditions particulières, notre géographie et les valeurs que nous nous sommes données. Ces éléments se combinent au Canada d'une façon unique au monde et créent une nation qui est à la fois distincte et forte. Pendant trop longtemps, nous avons mis en doute notre propre identité, nos propres forces. Face aux défis constants que pose le monde, nous opposons une nouvelle confiance en nous-mêmes. Notre devoir est de tirer le meilleur parti possible des deux.